

Les dictatures anticommunistes, alliées privilégiées de Reagan

« Ceux qui se réunissent pour envisager une ouverture politique perdent leur temps car il n'y aura pas d'ouverture », déclarait au début du mois de juillet le général Pinochet, chef de l'Etat chilien.

Et pour bien faire comprendre à l'opposition qu'elle perdait son temps, il expulsait, au milieu d'août, quatre responsables de la Démocratie chrétienne (le parti de l'ancien président Eduardo Frei) dont le

président de la Commission des droits de l'homme au Chili. Une dizaine de jours plus tard, le chef de l'Etat chilien annonçait qu'il prendrait toutes les mesures nécessaires au maintien de l'ordre, même si elles doivent toucher des personnes « importantes ». Car il s'intéresse plus « à la tranquillité à l'intérieur du pays qu'au désordre extérieur ».

Le 9 août dernier, la junte militaire argentine faisait savoir,

par la voix du général Omar Graffigna, qu'elle n'était pas disposée à permettre un retour « trop hâtif » à la démocratie. C'était la réponse à des appels, lancés quelque temps auparavant par l'Eglise catholique et plusieurs partis politiques pour une réconciliation nationale et un rapide retour aux institutions démocratiques.

Quelques jours plus tard, la désignation du contre-amiral Jorge Anaya comme membre

de la junte (poste qu'il occupera en septembre) confirmait la position de la junte. Le contre-amiral Anaya, militaire très attaché à sa profession, entend, avec son armée, « préserver la nation du populisme démagogique, de l'anarchie et de tout totalitarisme ».

En Bolivie, la révolte des militaires de Santa Cruz, qui demandaient un retour à la démocratie, semble avoir fait long feu. Certes, le général-dictateur

Luis Garcia Meza a dû démissionner. Mais il reste l'éminence grise d'une junte militaire à peine remaniée et disposant des pleins pouvoirs : il apparaît comme l'homme fort du régime. Un régime que les USA s'apprennent à reconnaître, quoiqu'il compte nombre de membres de l'ancien régime que, trop lié au commerce de la drogue, Washington n'avait jamais voulu reconnaître.

La Colombie du président Julio Cesar Turbay Ayala vient de se lancer dans une vaste campagne anticubaine (motif : La Havane entraînerait des guérilleros du « M-19 »), a signé avec le Chili un accord « pour combattre l'expansionnisme cubain » et a accordé un prêt de 10 millions de dollars au nouveau gouvernement anticastriste de la Jamaïque.

Le « triangle de fer » centre-américain ?

En Amérique centrale, en proie aux convulsions des guerres de libération populaire, aussi bien au Salvador qu'au Guatemala (encore que les mass media n'aient guère braqué leurs projecteurs sur ce dernier pays), les USA, après s'être rendus compte qu'une intervention militaire directe de leur part soulèverait contre eux une partie de l'opinion publique mondiale, mettent en place une forme d'intervention plus discrète contre les guérillas. Il s'agit de ce qu'on appelle déjà le « triangle de fer » formé par les forces armées du Guatemala, du Salvador et du Honduras. L'action conjointe des ar-

mées de ces trois pays devrait permettre de « contenir » la guérilla, grâce, bien sûr, au soutien renforcé des USA. Déjà des « conseillers militaires non armés » américains sont arrivés au Honduras. Les conseillers militaires armés sont nombreux au Salvador et la guérilla a annoncé en avoir tué plusieurs en combat. Le Honduras a cependant affirmé à plusieurs reprises qu'il se considérait neutre vis-à-vis des affaires intérieures de ses voisins. Mais Tegucigalpa pourrait faciliter les opérations antiguérilla des forces salvadorienne et guatémaltèque en renforçant la garde de ses frontières et en interdisant l'entrée du pays aux divers guérilleros.

Mais c'est à partir du Honduras qu'agissent des groupes armés d'anciens gardes somozistes contre les forces sandinistes, ce qui entretient une certaine tension entre Honduras et Nicaragua ; il y a même eu des incidents navals entre les deux pays. Les USA semblent garder en réserve les anciens gardes nationaux de Somoza — et même les entraîner sur leur territoire, si l'on en croit une récente révélation du quotidien américain *Washington Post*.

De ces quelques faits récents — on pourrait en citer beaucoup d'autres — survenus tout au long du continent latino-américain, on peut aisément inférer que les USA appliquent désormais une nette politique de soutien aux gouvernements autoritaires et dictatoriaux, dans la mesure où ces derniers s'opposent au communisme et au castrisme et que ces régimes, forts du soutien américain, durcissent leur position.

Tout contre le diable Castro

Déjà, au début du mois de juillet, l'administration Reagan avait fait savoir que désormais elle allait vendre des armes aux pays amis sans trop regarder à leur attitude à l'égard des droits de l'homme. « Nous traiterons avec le monde tel qu'il est, non avec celui que nous aimerions qu'il soit. » Exécution brutale de la politique de Carter qui, lui, avait décidé de limiter, et même de stopper, les ventes d'armes aux pays qui ne respectaient pas les droits de l'homme.

Un peu plus tard, au début du mois d'août, la politique américaine se précisait par la voix de Mme Kirkpatrick, ambassadeur des USA auprès des Nations Unies, qui faisait une tournée en Amérique latine. Les Etats-Unis, déclarait-elle en substance, considèrent certaines expériences de gouvernements militaires en Amérique du Sud comme valables pour faire face à l'expansionnisme soviétique.

Et de préciser : « Les pays du cône sud ont rejeté les attaques menées par les guérilleros contre la société et leur expérience est très importante pour faire face aux événements actuels dans des pays comme le Guatemala et le Costa Rica. »

Lorsqu'on sait que l'équipe du président Reagan considère Fidel Castro, parce qu'allié de l'URSS, comme le représentant personnel du diable en Amérique, et donc veut l'éliminer ainsi que ses sympathisants, on ne peut qu'être effrayé par l'appel à l'expérience et aux techniques de l'Argentine et du Chili. On ne peut que redouter le pire si l'Amérique centrale devient le nouveau champ d'affrontement des USA et de l'URSS.

« Je suis effrayé par la montée des violences », avait dit Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, au terme d'une rapide visite en Amérique centrale. Et la « doctrine » sur laquelle s'appuie Washington est un appel direct à la violence.

Christian RUDEL

in : *La Croix*, 25/8/1981

